LE POUVOIR ET LA GRÂCE*

Robert MUCHEMBLED

La thèse de doctorat d'État « ancien régime » est un genre particulier, massif, tendant à l'exhaustivité. Quelques rares éditeurs universitaires acceptent encore d'en produire, à l'époque du livre jetable et de la disparition progressive de ces chefs-d'œuvre autrefois destinés à couronner une carrière en permettant à l'apprenti, l'âge mûr venu, de chausser les bottes du maître de la corporation.

Soutenue en 1989, la thèse monumentale de Claude Gauvard est ici publiée dans son intégralité, selon le vœu du jury, à l'exclusion des pièces justificatives. On éprouve d'emblée une profonde admiration devant l'ampleur de l'ouvrage. Les chercheurs, étrangers en particulier, pourront assurément y retrouver avec quelque nostalgie l'écho de la grande tradition française en la matière. On y note bien certaines lourdeurs ou répétitions propres au genre, mais ceux qui ont subi la longue géhenne propre aux « damnés de la thèse à la française » savent que l'auteur se trouve peu porté à alléger son travail après la soutenance, pour éviter de prolonger ses souffrances.

Il s'agit assurément d'une grande thèse. L'auteur témoigne d'une impressionnante connaissance du sujet. Soigneusement choisie, sa bibliographie déborde largement l'histoire de la criminalité aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, avec des échappées vives sur les temps modernes et une curiosité anthropologique fort bien venue. Dans le corps du texte, ces références habilement utilisées donnent fréquemment au ton une modernité qui écarte les carcans du genre. L'agencement du propos en vingt chapitres répartis en quatre parties est classiquement majestueux. Il s'agit d'abord de « cerner le crime », en présentant les sources, le vocabulaire, les rapports entre le crime et la justice. La deuxième partie trace une sociologie criminelle centrée sur un « monde ordinaire », balancée de manière dualiste : villes et campagnes ; hommes et femmes ; jeunes et vieux ; nantis et marginaux ; normal et pathologique. En troisième lieu surgit un « monde solidaire », évoqué à travers l'espace, le couple, la parenté, les solidarités. Enfin, l'auteur définit un « monde codifié », l'honneur blessé, la vengeance et la hiérarchie des crimes permettant de tracer le portrait du sujet idéal afin d'expliquer ce que signifie alors le fait de pardonner ou de punir.

* À propos du livre de : CLAUDE GAUWARD, « *De grace especial* ». *Crime, État et Société en France à la fin du Moyen Âge*. 2 vol. Paris, Publications de la Sorbonne, 1991. 16 × 24, LXXXV-1025 p., index (« Histoire ancienne et médiévale », 24).

Rémissions et ordinateur.

La première partie, un peu longue, aurait pu être réduite. Présentée avec rigueur et clarté, la typologie des sources rendra surtout des services aux spécialistes, car l'auteur donne une leçon de méthode archivistique et critique à propos des documents du parlement de Paris, du Châtelet, des officialités et d'autres justices non royales qu'elle utilise peu dans la suite de son travail. L'essentiel du propos est centré sur les lettres de rémission du Trésor des Chartres, immense ensemble de grâces octroyées par le roi à des criminels : plus de 15 000 pour le seul règne de Charles VI, par exemple. La méthode utilisée a été de lire systématiquement 7 500 rémissions accordées entre 1380 et 1424, en choisissant des ensembles environ tous les cinq ans et en opérant des sondages avant ou après ces dates. Dans un deuxième temps, Claude Gauvard a entrepris de soumettre 750 lettres du règne de Charles VI, groupées par tranches de 30, à un codage informatique. Présentée en détail, la grille de dépouillement retient 172 données concernant l'aspect diplomatique, la déclinaison d'identité du coupable et son sort ultérieur, les participants au crime, le déroulement de l'action, puis l'octroi de la rémission.

Comme l'avoue l'auteur, de tels sondages écrasent la conjoncture fine d'un règne. Ils peuvent à tort donner au lecteur une illusion d'exhaustivité qui n'est pas l'objectif de l'ouvrage. Le choix des 172 données résulte en effet d'un découpage mental préalable de la matière analysée, en fonction de curiosités prioritairement d'ordre sociologique, diplomatique et politique (au sens large de ce terme). L'intérêt se porte moins ici sur les mentalités, la culture, les comportements annexes par rapport au crime, pourtant souvent décrits, parfois avec force détails, par exemple à propos de charivaris du xv^e siècle. Il est de ce fait évident que la richesse de ces documents complexes et massifs n'est pas épuisée. D'autres chercheurs pourraient à leur tour leur appliquer des grilles de lecture orientées par des questionnements différents.

Il sera également possible d'affiner certains thèmes abordés par Claude Gauvard, que les contraintes informatiques et les exigences de temps l'ont obligée à globaliser. Tel est le cas par exemple de la durée d'emprisonnement. Elle retient « moins de 8 jours » comme minimum, mais on sait que la majorité des prisonniers sortaient au bout de deux jours à Arras de 1407 à 1450. À propos de l'heure du crime, le choix entre jour, nuit et charnière des deux ne permet pas de saisir toutes les nuances. Il en va de même du codage du nombre des blessures reçues par la victime et surtout de leur localisation corporelle, qui n'a pu être évoquée. La définition des armes utilisées pourrait aussi se trouver précisée, « arme militaire » constituant un regroupement trop vague. Enfin, il faudrait réussir à coder les circonstances du crime appartenant au large domaine des antécédents des protagonistes, ce qui se révèle évidemment très difficile et aboutirait à multiplier les entrées. Telle quelle, la fiche de dépouillement utilisée insiste essentiellement sur la criminologie et la sociologie, qui constituent des pans essentiels du phénomène sans épuiser des textes foisonnants. À partir de ces bases solidement étayées et des ressources méthodologiques déployées pour leur mise en œuvre pourraient s'ouvrir de nouvelles perspectives orientées vers les comportements, la vie quotidienne, le folklore, la langue, etc. Claude Gauvard ne les ignore pas. Elle ne pouvait certes pas les traiter aussi amplement que ce qu'elle avait décidé de placer dans les 172 rubriques de sa grille de lecture.

L'accent placé par elle sur le poids des données inconnues constitue par ailleurs une véritable leçon de méthode sur la portée et les limites du quantitatif en histoire. À un moment où les chiffres paraissent un peu passer de mode, il est réconfortant de noter qu'une méthodologie sérieuse peut leur rendre force et vigueur sans pour autant attendre d'eux plus qu'ils ne sauraient apporter. Depuis la rédaction de cette thèse les progrès rapides et spectaculaires de la micro-informatique rendent d'ailleurs les procédures d'étude moins lourdes, l'accès moins coûteux, le traitement de multiples données plus aisé. Il faut s'en réjouir, tout en se souvenant que Claude Gauvard a fait en ce domaine œuvre pionnière. Les historiens doivent d'ailleurs méditer ses leçons. L'informatique ne fut nullement pour elle un gain de temps, car elle exigea au contraire des efforts redoublés de sa part pour éviter une trop grande perte de substance lors du choix d'une grille limitée par les contraintes techniques de l'époque.

Une société criminogène.

L'angle choisi par l'auteur donne une excellente deuxième partie consacrée à la sociologie criminelle telle qu'elle transparaît dans les lettres de rémission. La technique adoptée consiste à croiser les fiches de dépouillement informatiqués avec des récits continus puisés dans les mêmes documents, entrelacés avec ceux que fournissent des chroniqueurs ou d'autres sources. Émerge ainsi un monde criminel ordinaire, où les délits se ressemblent dans tout le ressort du vaste parlement de Paris. Rares sont les personnages pathologiques, les sorciers ou les membres de bandes de malandrins. La grâce royale concerne massivement des hommes mariés, pères de famille, sans pauvreté excessive, poussés de façon banale à une rixe débouchant sur l'homicide dans 57 % des cas. Claude Gauvard insiste beaucoup sur les ressemblances entre les villes et les campagnes. Malgré quelques originalités, Paris ne semble même pas être un cas exceptionnel (p. 281).

Certaines questions posées, certaines réponses données suggèrent des interrogations complémentaires que l'on me permettra de formuler en espérant voir progresser la recherche sur ces points. La carte de la p. 245 met en évidence une très forte criminalité pardonnée le long des frontières nord du royaume : Vermandois, Amiénois et Ponthieu (la colonne de chiffres pour cette dernière sénéchaussée comporte une erreur). Or l'auteur ne paraît pas offrir une explication suffisante de ce phénomène (p. 256, 262-263). Sans doute conviendrait-il de reprendre la question, en se demandant quel rôle joua la frontière avec la puissante Bourgogne. On croit déceler l'existence d'une sorte de corridor criminel courant d'Amiens à Paris par Senlis. Était-ce lié aux voies de communication, à l'influence de Paris, voire à de plus complexes problèmes concernant les privilèges des villes ou de certaines communautés, les coutumes familiales et le droit de vengeance dans un espace septentrional qui avait été fortement marqué par la présence franque au haut Moyen Âge ? Si l'on en croit Claude Gauvard, les villes faisaient plutôt figure ordinaire en matière de criminalité pardonnée. Le fait paraît douteux pour Tournai ou pour Amiens, dont l'équilibre judiciaire interne cousine apparemment avec celui de villes bourguignonnes comme Arras¹. Les remarques sur la rareté des vols dans les villes

1. Robert MUCHEMBLED, *Le Temps des supplices. De l'obéissance sous les rois absolus, xv^e-xviii^e siècle*, Paris, A. Colin, 1992, chap. premier à propos d'Arras au xv^e siècle.

médiévales (p. 267) ne tiennent pas compte du fait que ces délits étaient traités par l'amende, comme l'étaient aussi nombre de rixes, voire d'homicides. La rémission ne constitue pas une source suffisante pour définir avec précision la criminalité urbaine à la fin du Moyen Âge. Les récits des chroniqueurs infirment d'ailleurs souvent les impressions laissées par de tels récits de grâce : à propos d'Arras au xv^e siècle, Jacques Du Clercq définissait l'existence de nombreuses bandes armées ; il se plaignait de la tiédeur de la justice, dans une ville où les échevins gardaient d'ailleurs jalousement le privilège de rappeler un banni, au point d'entamer des procès contre les agents royaux en cas de rémission accordée à l'un de leurs justiciables par le prince. Les documents des séries BB et FF des villes septentrionales, notamment d'Amiens², sont loin d'avoir livré tous leurs secrets en ce domaine. Quant à Paris, champ de recherches malaisé, encore trop mal connu malgré les importants travaux de Bronislaw Geremek et d'Esther Cohen, son cas pose un problème : qu'une métropole aussi peuplée ne produise que 4 % des 750 rémissions traitées par ordinateur doit inciter à une prudence méthodologique renforcée et à d'autres recherches. Claude Gauvard ne pouvait pas résoudre ce problème sans y passer de longues années de plus. Il faut en tout cas avertir les chercheurs de l'absolue nécessité de croiser les grâces royales avec tous les documents judiciaires ou parajudiciaires disponibles pour tenter d'approcher une réalité aussi fuyante.

À propos des circonstances des crimes, les chiffres concernant le rôle de la taverne (9 %) et celui de la nuit, apparemment bien moins crimogène que le jour, s'éloignent des données artésiennes connues. S'ils ne sont pas aplatis par un questionnement un peu imprécis déjà signalé, ils marquent de profondes originalités des années 1380-1420 par rapport à la période moderne. Affleurerait notamment ainsi le problème de la diabolisation de la nuit, que l'on constate à la fin du xvi^e siècle, au moment du démarrage de la grande chasse aux sorcières. Est-ce à dire qu'une réelle mutation des perceptions en la matière se serait faite entre le début du xv^e siècle et cette dernière période ?

La faible représentation des femmes en matière de crimes de sang est évidente d'après les lettres de rémission. Leur violence est cependant nettement attestée par les amendes urbaines pour coups et blessures, ce qui relativise à mon avis le jugement de Claude Gauvard sur l'absence de rixes féminines au lavoir et surtout sur la mission pacificatrice du deuxième sexe (p. 340). Selon elle, « la femme parle tandis que l'homme agit » (p. 320). Elle pousse donc souvent les mâles à des combats douteux, jouant ainsi un rôle éminent dans le phénomène de violence. On peut cependant noter un peu d'idéalisme à ce sujet, ainsi qu'une affirmation sans preuves précises à propos des femmes confinées à la vie privée, « peu concernées par les affaires publiques du village » qui étaient susceptibles de déboucher sur des rixes. Ne s'agit-il pas d'une illusion documentaire liée au type particulier de documents utilisés ? D'autres sources judiciaires ou narratives poussent plutôt à rectifier le propos selon lequel « leur place dans la société les exclut en grande partie de la violence et du crime » (p. 344), en particulier dans les villes.

2. Voir l'excellente thèse d'Isabelle PARESYS, *Pardonner et Punir. Justice criminelle et construction de l'obéissance en Picardie et en Île-de-France sous François I^{er}*, soutenue le 8 déc. 1995, à l'université de Paris I.

La place des royaumes ou des abbayes de jeunesse n'est guère soulignée dans l'ouvrage. Sans doute ne faut-il pas y voir un manque d'intérêt de l'auteur pour ce thème. Elle cherche plutôt à prouver que l'âge ne joue pas un grand rôle dans la criminalité. Mais, selon ses propres chiffres, 50 % des jeunes se battent entre eux (p. 377), ce qui rappelle un xvi^e siècle également très marqué par ces violences juvéniles collectives. Le problème me paraît fondamental pour saisir les mécanismes de la criminalité. On sait qu'à l'époque moderne le recul de l'âge au mariage engendra frustrations et conflits et eut de ce fait des incidences sur la violence physique. Au moins aurait-il été utile de pousser l'analyse pour le Moyen Âge, d'autant que les travaux de Jacques Rossiaud concernant les villes du Sud-Est ont mis en évidence des comportements brutaux juvéniles débouchant sur de nombreux viols collectifs, dans un contexte qui n'était pas considéré comme pathologique : ces débordements de jeunesse étaient assez aisément excusés tant par la justice que par l'opinion publique.

La relative normalité des impétrants de rémission est parfaitement démontrée au chapitre 9. Il est vrai que l'octroi d'une grâce reposait précisément sur une telle définition porteuse de stéréotypes. Mais peut-on en conclure que l'époque échappait déjà au « manichéisme trop primaire » ? Les protagonistes n'avaient-ils pas simplement intérêt à se couler dans le cadre mental défini par ceux qui tenaient ainsi en main leur destin ? La source n'est pas très utile pour explorer ce domaine. Il eut sans doute mieux valu consacrer des efforts et des rubriques de la grille de lecture à localiser les blessures, à vérifier les comportements des 9 % de récidivistes (et, parmi eux, des 1 % qui avaient déjà obtenu une rémission), ou à préciser la notion de complicité et de bandes organisées (les rubriques ne laissent le choix qu'entre 1, 2, 4 protagonistes, plus de 4, collectivité, autres). À trop vouloir prouver la normalité de « l'homme tranquille », du criminel type rencontré dans ces documents, Claude Gauvard risque d'introduire un doute dans l'esprit du lecteur. N'aurait-elle pas été un peu trop dupe du discours moralisateur, systématiquement indulgent pour les coupables et dur pour les victimes que véhicule ce genre *politique* particulier, qui transmue le crime pardonné en expression de puissance royale et de normalité des sujets ?

Les fonctions de la violence.

La troisième partie analyse les solidarités à partir de la grille informatique définie plus haut. Le filet des questions est cependant parfois un peu large, ce qui laisse échapper des informations importantes contenues dans les documents. Ainsi la détermination de l'heure du crime n'admet-elle que trois entrées, jour, nuit, passage du jour à la nuit. Plus que des nuances, disparaissent alors des phénomènes fondamentaux pour les sensibilités, tels le crépuscule ou l'aube, moments où les célibataires allaient faire des aubades aux filles. Par ailleurs, l'auteur démontre avec beaucoup de pertinence que le récit des rémissions « reflète la culture des suppliants » et non pas un modèle imposé par le scribe. On se demande de ce fait si l'ordinateur n'aurait pas pu permettre de comparer les citadins et les villageois à propos de l'heure, du mois ou du jour du crime, alors qu'une telle étude se trouve limitée aux seuls métiers.

La définition de l'espace vécu présente avec beaucoup de justesse « un champ clos d'environ 5 kilomètres ». Claude Gauvard ne s'intéresse cependant pas beaucoup, ce qui est son droit, à la dimension ethnologique de tels phénomènes et en

particulier à la sociabilité informelle, difficile à percevoir d'après sa grille de codage. Pourtant, la violence lors des fêtes, par exemple, ne se révélait pas uniquement destructrice. Comme j'ai pu le constater pour l'Artois des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, elle servait aussi à souder la communauté contre des ennemis, à définir des groupes d'âge, etc.³. Dans cette même région, le mois de mai n'apparaissait nullement tabou pour les mariages et les jours de fête se révélaient particulièrement propices à la criminalité, au contraire de ce qu'elle affirme (p. 508, 513). Des données aussi contradictoires reflètent-elles des réalités vraiment dissemblables ou des regards historiques orientés de manière très différente ?

Tout en remarquant que les rémissions ne sont pas de bons documents pour l'étude du mariage, Claude Gauvard consacre un chapitre fort intéressant au couple. Elle confirme l'idée d'un mariage relativement tardif pour les hommes et précoce pour les filles. Au-delà de savoureuses anecdotes dignes des *Cent Nouvelles Nouvelles* (l'amant dans le lit conjugal où dort le mari, p. 595) qu'elle rapporte avec talent, on peut se demander si les documents n'auraient pas pu fournir des indications sur la régulation du marché matrimonial ou sur l'adultère comme soupape de sécurité, en particulier pour les jeunes.

La parenté est l'objet d'un énorme effort qui emporte l'admiration, mais qui aboutit à peu de conclusions précises, compte tenu de la structure des documents. Ceux-ci permettent en effet difficilement de trancher la question controversée de l'amour parental, que certains éléments conduisent à ne pas croire totalement impossible, à la différence de ce que pensait Philippe Ariès. Mon opinion est d'ailleurs fort proche de celle de Claude Gauvard, quoi qu'elle en pense (p. 652). Quant à la notion fondamentale d'« amis charnels » qu'elle aborde de manière intéressante, il semble nécessaire d'ouvrir à son sujet des enquêtes complémentaires, notamment de constituer une base de données pour définir le concept de manière sémantique dans la totalité de ses contextes. L'ordinateur devrait aider les chercheurs à ouvrir de nouvelles pistes à ce sujet, ou encore à propos de l'amour, de l'amitié, en vue de distinguer nettement les réalités vécues des formulaires des clercs ou des notaires.

Un très bon chapitre est consacré aux solidarités limitées de cette époque ainsi qu'à leur durcissement à la fin du Moyen Âge, ce qui n'empêche pas pour autant les forts clivages internes de perdurer dans les communautés. Il manque un peu de précision sur les femmes ou sur les jeunes à marier. À propos des parrains et des marraines multiples, le lecteur ne peut manquer d'étendre le questionnement à la restriction des choix matrimoniaux qui en résultait dans une paroisse donnée. Une étude globale est à faire au sujet d'un tel mécanisme régulateur caché du mariage, pour mettre en perspective les décisions ultérieures du concile de Trente interdisant cette multiplicité, au moment où reculait par ailleurs l'âge des noces.

La dernière partie aborde la question fondamentale de l'équilibre de la violence et de ses fonctions. Sans négliger la définition de la paix sociale propre aux communautés, Claude Gauvard préfère privilégier la montée de l'État. Sa définition de l'honneur (« d'abord une dignité ») manque de ce fait un peu de profondeur. La renommée, liant l'honneur des hommes à la pureté des femmes, n'est pas analysée

3. R. MUCHEMBLED, *La Violence au village. Sociabilité et comportements populaires en Artois du ^{xv}^e au ^{xvii}^e siècle*, Turnhout, Brepols, 1989.

de manière anthropologique, car ce n'est pas l'objet privilégié de sa démarche. D'autres se seraient appesantis plus qu'elle sur les lois tacites de la vengeance et de l'honneur, en particulier dans les mondes ruraux. Sa grille met plutôt en valeur la responsabilité de la victime dans un échange verbal ayant abouti à une agression. La vengeance se trouve ainsi reliée à la mémoire plus qu'aux comportements, par exemple à propos des jeunes hommes à marier. On note également que l'auteur aborde peu la pratique des compositions, des paix de sang entre parties privées, formes d'une infrajustice qui devait perdurer jusqu'au XVIII^e siècle, voire plus tard.

La brillante évocation du sujet idéal, thème de prédilection de l'auteur, révèle que l'on meurt alors beaucoup plus pour le roi que pour la patrie. Mais cette définition d'un modèle de sujet ne constitue-t-elle pas surtout un type théorique issu de l'imaginaire des clercs rédacteurs de ces lettres, sans cesse recopié comme une sorte de protocole figé ? La jeunesse d'un agresseur lui fournit une circonstance atténuante conduisant aisément à la rémission de son crime. L'explication donnée est que le royaume a besoin de forces vives. Or la chose est toujours vraie en Artois deux siècles plus tard, tant dans un contexte de guerre que de paix. À moins de postuler l'immobilité presque parfaite du socle de la société et de l'État, il faut sans doute chercher ailleurs des compléments explicatifs, tel le rôle des classes d'âge au niveau local, telle la relation existant entre la tolérance affichée par les concitoyens de l'accusé (« il faut bien que jeunesse se passe ») et les besoins de la justice royale en progrès.

Les passages relatifs à la prison laissent croire qu'elle faisait peur et entraînait l'infamie. Or ces stéréotypes ne sont nullement confirmés par les registres d'écrous d'Arras dans la première moitié du XV^e siècle, car un très grand nombre de gens passaient dans ces geôles pour de très brefs séjours. La rareté des peines de mort rencontrées s'insère quant à elle dans un cadre médiéval plus indulgent en la matière que les siècles suivants, à l'exception du cas particulier d'Avignon.

Pour conclure, Claude Gauvard pose avec clarté le problème du passage d'une société à honneur vers une autre où l'État s'impose. Elle aurait dû, à mon sens, poursuivre un peu plus l'analyse, car le XV^e siècle fut précisément une période fondamentale de transition. Peut-être a-t-elle inconsciemment rétréci la perspective en centrant trop son propos sur la justice et pas assez sur le pouvoir ? On aimerait aussi en savoir plus à propos du temps sacré choisi par le roi pour accorder son pardon (3 % des rémissions seulement ?), notamment du rôle du vendredi saint et de la référence implicite au sacrifice du Christ. Sa remarque sur les traces laissées par les traditions germaniques s'avère particulièrement judicieuse (p. 935), mais trop imprécise pour relier le problème de la vengeance privée à la frontière de criminalité visible le long des marges septentrionales du royaume. À propos de la thèse de Norbert Elias sur le développement lent de la civilisation des mœurs à partir de la fin du Moyen Âge, elle verse dans une approche légèrement caricaturale (p. 944) en prétendant que les spécialistes de l'Ancien Régime parlent de violence instinctive au Moyen Âge, puis d'adoucissement des mœurs. Un tel propos serait évidemment totalement erroné.

Le temps fort de sa réflexion concerne la construction de la notion de lèse-majesté entre 1350 et 1450. Elle donne en ce domaine des pages brillantes et sûres qui font d'elle une éminente spécialiste des rapports entre le politique et le judi-

ciaire. Cependant, le choix exclusif dans la période 1380-1420 des 750 rémissions destinées à un codage informatique écrase évidemment les évolutions et en particulier affaiblit ses réflexions en ce qui concerne la deuxième moitié du xv^e siècle. Peut-être aurait-elle pu tenter de distinguer des générations en ce domaine ? Sans doute n'en eut-elle pas le temps ni les moyens, tant les sources abondaient et tant le sujet choisi réclamait d'efforts de synthèse ? Le lecteur exigeant pourrait en effet souhaiter trouver des analyses sur les différences de pratiques judiciaires appliquées aux divers groupes sociaux ou encore aux villes par opposition aux campagnes, problème bien moins simple qu'elle ne semble le dire. Il est évident que les forces d'un seul chercheur n'y pouvaient suffire, même dans le cadre de la monumentale thèse d'État « ancien régime ».

Après avoir bien et fort brillamment rempli son contrat, Claude Gauvard laisse ainsi un passionnant chantier à ceux qui voudraient suivre ses traces. Beaucoup reste à faire, dans le domaine des mentalités et des comportements, on l'a dit, mais aussi dans celui du politique, entendu au sens très large du terme. Les rituels fondant le pouvoir de vie et de mort de l'État, ici perçus avec finesse, doivent être décrits plus précisément, en particulier dans leur dimension évolutive, car la période 1380-1420 passée au crible d'une critique historique talentueuse ne parle pas exactement pour les générations suivantes. Paris et sa prévôté mériteront des efforts particuliers en ce domaine, car les documents utilisés ici se concentrent essentiellement de 1380 à 1415 (90 rémissions contre 5 de 1416 à 1485), ce qui ne permet évidemment pas d'analyser des mutations de longue durée ni de marquer l'importance de la période 1420-1520 pour la gestation de nouveaux rapports entre les villes françaises et l'État moderne naissant.

On peut espérer que Claude Gauvard suscite des vocations, que sa grande thèse produise des gerbes de recherches. Mal aimée des historiens, l'époque de transition entre le Moyen Âge et les Temps modernes mériterait assurément de voir lever des moissons qu'elle a si bien su semer en amont.

Robert MUCHEMBLED,
Université de Paris-Nord,
U.F.R. de lettres, sciences de l'homme et des sociétés,
av. Jean-Baptiste Clément,
93430 Villetaneuse
(juillet 1993).